

Initiatives ministérielles

Petro-Canada a été créé en 1973-74-75, au moment d'une crise au Proche-Orient et la société est notre fenêtre sur le marché des produits pétroliers. Je pense que nous ferions une grave erreur en vendant au secteur privé, probablement en partie à des investisseurs étrangers, cette petite fenêtre que nous avons sur le marché des produits pétroliers au Canada.

L'essentiel de notre secteur pétrolier est sous contrôle étranger. Il appartient au secteur privé. La plupart des pays du monde, à l'exception des États-Unis, ont une grande société publique pour l'essence, le pétrole ou l'énergie. C'est le cas du Mexique et de la plupart des pays européens. La plupart des pays ont une société d'État, et je pense que nous ferions une erreur.

En terminant je dirais que le Parti conservateur a pris, il y a quatre ou cinq ans, lorsque le premier ministre a été élu, un virage idéologique en matière de privatisation. Il cherche à privatiser au maximum, alors qu'autrefois c'était le contraire. Je rappelle aux députés que c'est le Parti conservateur qui a créé nombre des sociétés d'État que nous avons actuellement: Radio-Canada, la Commission canadienne du blé, les Chemins de fer nationaux, pour n'en nommer que quelques-unes. Peter Lougheed, lorsqu'il était premier ministre de l'Alberta, croyait à une économie mixte. Le ministre d'État chargé de la Privatisation vient de Brampton, en Ontario, la ville du premier ministre Bill Davis qui est intervenu sur les marchés par le biais de sociétés d'État.

C'est donc en quelque sorte la tradition et le patrimoine du Parti conservateur du Canada. Il s'est produit, ces dernières années, un virage idéologique en faveur de la privatisation.

Par conséquent, je préviens le gouvernement que lorsque le projet de loi sur la privatisation de Petro-Canada sera soumis à la Chambre, il peut s'attendre à l'opposition du Nouveau Parti démocratique. Il peut s'attendre à ce que notre parti s'efforce de mobiliser l'opinion publique pour empêcher le Parti conservateur de faire adopter ce projet de loi comme nous l'avons fait, il y a dix ans, quand l'ancien premier ministre Joe Clark a promis de privatiser Petro-Canada. Quand il a augmenté le prix du pétrole, il a perdu les élections.

Madame la Présidente, nous promettons encore une fois que nous considérerons la privatisation de Petro-Canada de la même façon que nous l'avons fait il y a dix ans et que nous essaierons d'empêcher le gouvernement de privatiser cette société.

[Français]

M. Benoît Tremblay (Rosemont): Madame la Présidente, je voudrais poser une question au député de Yorkton—Melville. Il me semble que dans ce projet de loi, le gouvernement poursuit sa volonté, mais sur deux points de vue. Premièrement, il y a une partie du projet de loi qui vise plutôt la réorganisation administrative, et donc, des changements de responsabilité de façon, j'imagine, à augmenter l'efficacité gouvernementale. D'autres aspects du projet de loi visent plutôt la privatisation de certaines sociétés. Dans votre exposé, vous avez semblé vouloir vous opposer à l'ensemble de ce projet de loi en invoquant surtout des raisons qui touchent la privatisation. Mais il y a tout un aspect du projet de loi qui vise à une plus grande efficacité administrative du gouvernement, et je voudrais que vous nous exposiez votre point de vue là-dessus.

M. Nystrom: Madame la Présidente, je pense que j'ai déjà mentionné que nous avons beaucoup de questions sur l'efficacité du projet de loi devant la Chambre maintenant. Quand je parle d'efficacité, je parle d'administration. J'ai mentionné comme exemple le changement pour trois sociétés de la Couronne: la Canada Museum Corporation, le Canadian Livestock Feed Board, la Canadian Patents and Development Limited. Je me demande, madame la Présidente, si du point de vue de l'administration, ce serait une chose efficace pour le pays, pour le gouvernement du Canada. Je ne sais pas. C'est pourquoi j'aimerais voir ce projet de loi devant un comité et nous pourrions poser des questions comme celle-là au ministre responsable, le ministre d'État (Privatisation et affaires réglementaires) et à ses fonctionnaires. C'est l'endroit pour poser des questions comme celle-là. Je voudrais avoir un gouvernement efficace, responsable, mais aussi un gouvernement qui a une politique progressive pour notre pays.

Et dans ce projet de loi, il y avait aussi la possibilité d'avoir le *Harbourfront Corporation* à Toronto sous le contrôle du peuple de Toronto.

Comme je le disais il y a quelques minutes, en principe, je suis d'accord avec cette proposition du gouvernement,